

Émeutes et révoltes

Lutter ensemble, lutter contre

Catherine WIHTOLDE WENDEN*

La mobilisation politique, sociale, associative des immigrés et de leurs enfants est révélatrice des mutations de l'immigration : les acteurs, les formes de mobilisation et les causes ont radicalement changé entre les années 1970 et aujourd'hui.

Si les Italiens et les Polonais sont déjà inscrits dans le mouvement ouvrier et la vie politique locale, dans le Nord minier et en Lorraine sidérurgique dès les années 1960, notamment dans la mouvance du parti communiste et de la CGT, les autres travailleurs étrangers s'illustrèrent plus fortement dans les luttes à partir des années 1970. Les guerres d'indépendance (Algérie surtout) et la militance révolutionnaire (contre le régime marocain avec l'affaire Ben Barka en 1965) les avaient mobilisés contre la situation dans leurs pays à travers des associations de travailleurs par nationalité, qui se distinguaient en cela des amicales, émanations du gouvernement des pays d'origine (comme la très puissante Amicale des Algériens en Europe). Mais les immigrés se mobilisent aussi pour l'égalité des droits sociaux et syndicaux qui sera acquise en 1975.

Les années 1970 ouvrent une nouvelle période : celle des grands conflits d'immigrés,

qui marquent une autonomie par rapport aux syndicats. De grandes grèves telles que Penarroya, Idéal Standard, Renault en 1971 ont été l'occasion pour les immigrés de jouer un rôle important en dehors du cadre syndical. Ces luttes marquent une autonomie par rapport au mouvement ouvrier avec des revendications spécifiques.

A partir de 1972 (circulaire Marcellin-Fontanet), quatre éléments nouveaux ont servi de déclencheur : la résistance à l'arbitraire administratif et policier, l'engagement croissant dans les luttes ouvrières, l'apparition de tensions racistes entre immigrés et autochtones (comme à Marseille, en 1973), le chômage (faute de contrat de travail,

**luttes des immigrés
des enfants d'immigrés
et des sans-papiers**

les immigrés sont sous la menace d'expulsion du territoire). Après le long conflit de la SONACOTRA où se mêlent des revendications catégorielles des habitants des foyers et des aspirations à pouvoir y pratiquer l'Islam (1976-1981), la fin de la décennie est marquée par l'émergence de nouveaux acteurs et de nouveaux thèmes : dans la banlieue lyonnaise, se mobilisent dès 1978 des jeunes issus de l'immigration qui aspirent à l'égalité des droits, au respect, à la liberté d'association et aux droits politiques, à l'abolition de la double peine et à la fin des bavures policières.

Les années 1980 marquent un tournant décisif : suite à la liberté d'association accordée aux étrangers en 1981, une mouvance civique se fait jour chez les « secondes générations » de l'immigration maghrébine avec la marche des beurs, partie de Marseille et qui se termine le 1er décembre 1983 à Paris, place de la Bastille, puis à l'Élysée. De grandes associations animées par une élite associative comme SOS racisme et France Plus donnent le ton : antiracisme, égalité des droits, « nouvelle » citoyenneté participative, concrète, locale, citoyenneté de résidence par le droit du sol, valorisation de la différence culturelle dans le respect des valeurs républicaines, inscription sur les listes électorales. Ces beurs civiques auxquels se joignent des enfants de harkis luttent pour être reconnus comme Français à part entière, mais les « petits frères », moins introduits que ces élites dans les sommets de l'État considèrent qu'ils ont été dupés à des fins électorales. De leur côté les parents immigrés s'illustrent dans les grandes grèves de l'automobile de 1983-1984, comme chez Citroën ou Renault portées par des militants qui mêlent revendications catégorielles et religieuses.

La politique de la ville instaurée en 1990 va municipaliser nombre d'associations dans le cadre de partenariats urbains, utilisant parfois les leaders comme médiateurs culturels pour la politique locale de lutte contre l'exclusion et la violence. Certains s'y professionnalisent, d'autres continuent à lutter sur des fronts plus contestataires comme l'abolition de la double peine (le MIB) ou religieux (on compte à l'époque environ 1000 mosquées et lieux de culte). Enfin, d'autres terrains de lutte sont investis par les sans papiers qui, à partir du milieu des années 1990 s'organisent en collectifs et font des grèves de la faim. Le plus connu est celui qui, réfugié dans l'église Saint Bernard, à Paris, a été délogé par la police un matin du 26 Août 1996.

Les conflits de novembre 2005 ont redonné de l'actualité à des luttes urbaines qui n'ont jamais désarmé mais qui sont de plus en plus spontanées, sans leaders, sans mots d'ordre précis, incendiant des voitures comme en Seine Saint-Denis, Strasbourg ou Toulouse et s'attaquant aux emblèmes de l'État (écoles maternelles, crèches, salles de sports brûlées). Il s'agit moins d'une contestation radicale de la société que d'une demande de bénéficier des valeurs républicaines dont ils se considèrent exclus.

■
** Directrice de Recherche
CNRS-CERI, Paris*